



L'ÉVÉNEMENT

Les écoles francophones à genoux attendent le soutien de Paris

SUNNIVA ROSE [@Sunniva_Rose](#)
BEYROUTH

« TOUT est compromis, soupire sœur Myrna Farah, directrice de l'école francophone Sainte-Anne-de-Besançon, un imposant bâtiment historique situé au cœur de Beyrouth. Il n'y a pas de repère. Il n'y a pas d'issue ».

Fondée en 1914 par les sœurs de la charité de Sainte-Jeanne-Antide-Thouret, cette école, malmenée par la crise économique libanaise et les mesures de confinement décrétées en mars pour faire face au coronavirus, a un avenir des plus incertain. Le constat est le même pour toutes les écoles privées du pays, où environ 70 % des enfants libanais sont scolarisés. Avec un demi-million d'élèves, les établissements francophones sont un pilier de ce système.

À l'école Sainte-Anne-de-Besançon, un quart des 800 élèves manque à l'appel pour la rentrée prévue dans deux mois. Certains parents préparent leurs bagages pour quitter le pays. D'autres ont perdu leur emploi et transfèrent à contrecœur leurs enfants vers le système public, moins performant.

Parfois dirigeants régionaux de grandes chaînes d'hôtels ou de restaurants du centre de Beyrouth, les parents sont démunis depuis que les banques ont coupé l'accès des Libanais à leurs comptes en dollars en novembre. « Les Libanais sont très dignes, mais moi je sais qu'il y a des gens qui sortent la nuit pour fouiller dans les poubelles », s'émeut sœur Farah, les larmes aux yeux.

Même ceux qui ont assez d'argent pour payer les frais de scola-

rité hésitent à le faire, paniqués par

la hausse vertigineuse des prix. « Mieux vaut acheter de la nourriture. On passe notre temps à trouver de la viande à bon prix pour la mettre au congélateur, on achète des dizaines de kilos de haricots », raconte Nayla, mère de deux enfants scolarisés dans un collège catholique, au nord de Beyrouth.

Plan d'urgence mondial

Dans ce contexte, l'arrivée mercredi du ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, pour une visite de 36 heures, est très attendue. Ancienne puissance mandataire, la France a annoncé en début d'année une aide financière pour les écoles chrétiennes francophones de la région. Au Liban, 53 écoles homologuées par le ministère de l'Éducation nationale, soit presque 10 % des élèves du secteur scolaire privé, recevront aussi des prêts à taux zéro et des

aides d'urgences aux familles non françaises. Ce soutien s'inscrit dans le cadre d'un plan d'urgence mondial de soutien à l'enseignement français à l'étranger.

Si les écoles françaises venaient à disparaître au Liban, « c'est l'obscurantisme que l'on craint », s'alarme Sœur Farah, prompte à rappeler le rôle historique de son pays – un pont entre l'Occident et l'Orient. Sœur Louis Michel Kodsieh, directrice de l'école catholique francophone Notre-Dame-de-l'Assomption dans le petit village de Miziara, au nord du Liban, partage le même avis. « C'est le visage du Liban qui sera changé », observe-t-elle. Vieille de 86 ans, l'école de 185 élèves ferme ses portes. Elle cumule les difficultés financières depuis 2017, lorsque le gouverne-



ment libanais a imposé une hausse des salaires des professeurs et donc des frais de scolarité.

« Sur plus de 330 écoles catholiques au Liban, environ 60 sont menacées de fermeture », explique Vincent Gelot, directeur du bureau de Beyrouth d'Œuvre d'Orient, qui répertorie les écoles catholiques du Liban dans le but de les soutenir. « Une des richesses du Liban, c'est son plateau éducatif trilingue (français, arabe, anglais, NDLR). Ça fait partie de son patrimoine. Ce n'est pas du tout un luxe », souligne Jean-Christophe Deberre, directeur de la mission laïque française, qui gère cinq établissements scolaires au Liban, et prévoit 1 500 élèves en moins à la rentrée, sur un total de 8 000 élèves. Il salue le plan d'aide de la France, « unique », mais se montre pessimiste pour l'avenir. « Une fois le plan d'urgence passé, on se retrouvera à nouveau face à une réalité qui n'aura pas changé. C'est à ça qu'il faut se préparer. » ■

60
écoles
catholiques
sont menacées
de fermeture
au Liban sur
les 330 que compte
le pays